



CIAN

Conseil français des investisseurs en Afrique

La Lettre du CIAN

Septembre / Octobre 2014

Conseil Français des Investisseurs en Afrique

Edito

« Ebola : ne cédon pas à la psychose »

La propagation du virus Ebola a pris un tour dramatique en cette rentrée et les ingrédients sont réunis pour conduire à la panique : plus de 2.000 morts, un taux de mortalité élevé, des pouvoirs publics souvent dépassés...

Dès le mois d'août, le CIAN s'est mobilisé pour inciter les parties prenantes à la rationalité. De l'enquête conduite auprès de ses adhérents, il ressort que tous ont pris des mesures de bon sens qui ont permis la poursuite de leur activité et le maintien des effectifs.

On ne peut que se féliciter de la position prise par l'Union Africaine le 8 septembre dernier demandant la réouverture des frontières et la fin des entraves au commerce. La suppression de liaisons aériennes, l'interdiction des accostages ou la mise en quarantaine des navires, la fermeture des frontières terrestres (dont on connaît la multitude de points de passage non contrôlés!), l'annulation de missions économiques ou d'événements sportifs... Autant de mesures prises, en Afrique ou à l'international, qui, au-delà de leur inefficacité, nuisent directement à l'éradication du virus en entravant les évacuations sanitaires et

livraisons de matériels aux ONG et qui impactent fortement les économies locales.

En effet, les volumes d'affaires sont en forte baisse, certains biens de consommation et intrants nécessaires à la production locale manquent et on assiste à une flambée des prix des biens de première nécessité. Alors que l'Afrique est considérée comme le dernier relais de croissance mondial, il est à craindre une baisse supérieure à -4% de la croissance de la région.



Dès lors, en dépit de l'ampleur du défi, ne cédon pas à la panique, conservons notre calme et ne tombons pas dans l'application excessive du principe de précaution. Que chacun mette toute son énergie à informer et sensibiliser les populations pour qu'elles

prennent les mesures efficaces, simples et peu coûteuses connues de tous.

Grâce à une vigilance déterminée mais calme, nos entreprises n'envisagent pas de restreindre leur présence en Afrique. Elles confirment ainsi leur partenariat historique avec le continent et leur conviction en sa capacité à surmonter cette épreuve.

Etienne Giros, Président délégué

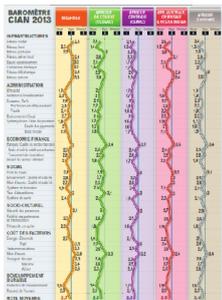
A RETENIR

BAROMETRE CIAN 2014

L'enquête CIAN pour le Baromètre* sur l'environnement des affaires en Afrique, se termine en septembre.

Les entreprises n'ayant pas encore répondu sont invitées à le faire avant le 25 septembre

sur : docs.google.com/spreadsheets/viewform?usp=drive_web&formkey=GjVWcDZHY3dvY2xlZGJOSGx4SGVZdXc6MA#gid=



* Les pays où le nombre de réponses est insuffisant ne pourront pas faire l'objet d'un baromètre.

Contact :

barometre@cian.asso.fr
Tél. +33 (0)1 45 62 55 76

ACTIVITES DU CIAN

Déplacement Côte d'Ivoire – Elysée Abidjan, 17 juillet

Le Président **François Hollande** a effectué un voyage d'Etat en Côte d'Ivoire le 17 juillet dernier pour lequel le CIAN, représenté par **Etienne Giros**, faisait partie de la délégation officielle.

Compte tenu de la brièveté de la visite, l'emploi du temps a été très dense. Le Président a néanmoins consacré une heure et demie à écouter les représentants des entreprises afin d'éclairer ses discussions à suivre avec les autorités ivoiriennes. Tous les secteurs économiques ont été passés en revue ce qui a permis de constater que les projets ne manquent pas (urbanisation d'Abidjan, communication, réfection du pont Houphouët-Boigny, transports, agriculture, formation,...) et que les entreprises françaises y sont très actives. Notre présence se caractérise par la forte implantation locale de sociétés françaises ou filiales de groupes français. On estime que le tiers environ du PIB ivoirien est réalisé par des intérêts français. Les progrès nécessaires en termes d'administration, de fiscalité ou de justice, entre autres, ont été évoqués.

Après une visite du nouveau pont d'Abidjan (pont Henri Konan Bédié) construit par Bouygues et qui entrera en service début 2015, deux rencontres avec le Président **Alassane Ouattara**, puis avec le Premier ministre **Kablan Duncan** et son gouvernement, ont permis à la délégation d'entreprises françaises d'échanger longuement avec les autorités ivoiriennes.

Le climat de la journée a été amical et confiant, chacun étant heureux de tourner la page de la période de troubles passés. Les perspectives économiques sont positives, la prochaine échéance importante étant les élections présidentielles d'octobre 2015.

Conférence des Ambassadeurs – MAE Paris, 27 au 29 août

Le programme chargé de cette Conférence annuelle des Ambassadeurs de France a été ponctué par des interventions du Président de la République, du Premier ministre et du Ministre des Affaires étrangères, des séances plénières, mais aussi des réunions thématiques, dont une consacrée au développement et à l'Afrique.

A côté des sujets de relations extérieures et de sécurité internationale, ces journées ont traité deux thèmes prioritaires.

D'une part, la diplomatie économique, qui est fixée comme un objectif essentiel aux représentations françaises, notamment à la suite du rattachement récent du Commerce extérieur et du Développement au Quai d'Orsay. A noter que le tourisme est une préoccupation majeure du MAE.

D'autre part, la préparation de la Conférence mondiale sur le climat qui aura lieu en France en décembre 2015, qui doit éviter les échecs passés des sommets de Copenhague et de Rio.

Cette rencontre annuelle avec les Ambassadeurs est l'occasion par ailleurs de développer des relations avec les chefs de postes, notamment en Afrique, ainsi qu'avec les équipes de l'administration centrale à Paris, et de partager sur des questions économiques, régionales ou relatives au secteur privé.

Forum Grand Export – MOCI Paris, 27 juin

La revue Le Moniteur du Commerce International (Le Moci) a réuni, à l'occasion de la 5^{ème} édition de son Forum « Risques & opportunités à l'international », plus de 150 entreprises qui ont pu inaugurer, à l'issue de cette journée de conférences, le quick meeting destiné à favoriser les contacts et les prises de rdv entre professionnels.

Cette année, le fil conducteur était les « nouveaux risques du grand export ». Plusieurs intervenants publics et privés ont participé aux tables-rondes, animées par **Christine Gilguy** et **François Pargny**, sur les thèmes des nouveaux risques à l'export, de la gestion des risques des paiements ou encore de l'impact sur la gestion de la supply chain.

Le CIAN a traité les problématiques de sûreté des voyageurs et des activités des entreprises françaises à l'étranger. Le Président de sa Commission Sûreté, **Alain Flandrois**, a présenté l'esprit qui anime ses travaux, en soulignant l'intérêt pour les participants de partager régulièrement les bonnes pratiques dans un monde en mutation constante. Il a également insisté sur le rôle de la formation continue et sur les mesures de prévention qui viennent compléter la palette des autres outils destinés à couvrir le risque d'un point de vue technique, assurantiel ou juridique. Le niveau d'audience à cette table ronde témoignait de l'intérêt constant des entreprises pour ces questions dont les réponses exigent naturellement du bon sens, mais aussi de la méthode, du pragmatisme et de l'expérience.

Cette journée a rencontré un réel succès qui doit beaucoup à la qualité de l'organisation.

E-transformation en Afrique – Medef Paris, 25 juin

La Conférence annuelle de l'African Business Lawyers' Club (ABLC), co-organisée avec le Medef, a eu pour thème « E-transforming Africa : how new technologies are transforming the way of doing business in the continent ? ».

Des acteurs internationaux et locaux, spécialisés dans les infrastructures et les contenus, ont fait part de leur expérience et des perspectives qu'offre l'Afrique dans le domaine des TIC. Tous ont affirmé qu'elles sont aujourd'hui au cœur du développement africain, notamment avec la généralisation des mobiles. Le Mali et la Côte-d'Ivoire, avec respectivement 15% et 7% du PIB réalisé à travers le net, en sont les meilleurs exemples. **Marc Rennard**, Directeur exécutif Afrique d'Orange et **Anne Bouverot**, Directrice générale de GSMA, ont souligné que le taux de croissance des télécoms en Afrique était aujourd'hui sans égal. Dans le domaine des contenus, les perspectives de croissance sont là et **Claire Alexandre**, Head of Commercial & Strategy M-PESA Vodaphone, a rappelé que le Kenya était le premier pays au monde en matière de paiement et transfert de fonds par internet. De ces différentes expériences, il en ressort que, si les TIC sont un vecteur important de la croissance en Afrique, les entreprises désireuses d'y participer doivent adapter leur business-model aux réalités locales.

En savoir plus

MAE :

Retrouvez les temps forts de la Conférence des Ambassadeurs 2014 sur www.diplomatie.gouv.fr/fr/le-ministere-et-son-reseau/conference-des-ambassadeurs/

Le MOCI :

www.lemoci.com

ABLC :

ablcassociation.com/le-club

MEDEF International :

www.medefinternational.fr

Commission Sûreté :

Alain Flandrois

Président

a.flandrois@di2s.fr

Expert Afrique du Nord :

Sammy Oussedik

Expert géographique

soussedik@yahoo.fr

Intégration maghrébine – IEMEP**Paris, 4 juillet**

L'Institut Euro-Maghrébin d'Etudes et de Prospective (IEMEP) a organisé, à l'Assemblée Nationale, la présentation de deux ouvrages collectifs portant sur la question de l'intégration maghrébine : «L'intégration maghrébine, un destin obligé ?» et «Quelle gouvernance et quelles institutions au Maghreb face aux enjeux géostratégiques ?».

Les auteurs ont souligné les réelles complémentarités entre les économies de la région, notamment dans l'énergie, les phosphates et l'agriculture. Ils ont également rappelé l'importance d'un tel processus d'intégration dans un monde où la globalisation et les regroupements régionaux sont devenus la règle.

La CECA a été citée comme un possible exemple pour la construction d'une future communauté maghrébine de l'énergie et des phosphates, fondement d'un nouvel ensemble à construire. Certains intervenants ont plaidé pour l'intégration de l'Égypte à la construction maghrébine, arguant qu'un tel regroupement économique, fort de 200 millions d'habitants, constituerait un acteur de poids dans les relations économiques internationales.

Enfin, la majorité s'est mise d'accord que l'intégration doit d'abord être économique et s'appuyer sur les entreprises et les entrepreneurs locaux.

Développement au Maghreb – IPEMED**Paris, 8 juillet**

A l'occasion de la publication du rapport d'information *S'engager pour le développement du Maghreb: un défi, une obligation*, coordonné par les sénateurs **Josette Durrieu**, Vice-Présidente de la commission des Affaires étrangères du Sénat, et **Christian Cambon**, IPEMED a organisé un débat sur « Le développement économique du Maghreb : quel rôle pour la France et l'Europe ? ».

En introduction, **Josette Durrieu** a plaidé en faveur d'une réactivation de la construction euro-méditerranéenne dont la France devrait constituer le fer de lance. Elle a indiqué que le Rapport prend en compte les complémentarités entre les deux zones (différentiel de croissance, énergie, matières premières, démographie...) pour proposer que le Maghreb et l'Afrique soient considérés comme des partenaires importants pour l'Europe dans la régionalisation/mondialisation en cours.

Roger Goudiard, Directeur de l'AFD Algérie, a mis l'accent sur le renforcement des politiques d'accompagnement de la transition dans les pays du Maghreb. Il a indiqué que, dans la majorité de ces pays, les fragilités sociales et économiques peuvent constituer un frein au changement et à la croissance.

L'ensemble des intervenants ont souligné qu'il convenait d'apporter un soutien à ces pays maghrébains en transition, car ils sont source de croissance pour les économies européennes, notamment française.

Réunion Mali – Medef International**Paris, 10 juillet**

Se sont réunis au Medef, les représentants du secteur privé et les autorités françaises (Défense, MAE, MINEFI, Ubifrance) pour faire un point sur la situation au Mali et les perspectives d'évolution.

Au niveau sécuritaire, on retient de cette réunion que l'opération militaire française Serval, rebaptisée Barkhane, a vocation à se poursuivre, mais aménagée dans le cadre d'une régionalisation de la

lutte contre les GAT (Groupes d'action terroristes). La stabilisation du pays passe par le processus de réconciliation en cours avec les groupes armés du nord. Des avancées sont attendues pour fin septembre 2014.

La situation économique a touché son point bas en janvier 2013. En juin 2014, elle a retrouvé son niveau de janvier 2012, avant le coup d'Etat. Le taux de croissance actuel s'établit entre 3% et 4%. La mobilisation financière internationale en faveur du Mali est réelle : 3,2 milliards d'euros souscrits par les bailleurs (soit 50 % de plus que ce qui était demandé).

Deux événements négatifs (la perte de Kidal en avril 2014 et l'achat d'un avion présidentiel et d'équipement pour l'armée, sans concertation avec les bailleurs) ont interrompu pour le moment tout décaissement international. Une fois des clarifications données par les Maliens, une reprise des décaissements pourrait intervenir pour la fin de l'année 2014.

Bien que compliquée, la situation offre de réelles opportunités pour les entreprises françaises. Un Correspondant « secteur privé » a été mis en place à l'ambassade de France avec pour mission de faire remonter les projets. Il peut être contacté.

Focus Afrique anglophone**Nigéria : quelques chiffres de l'étude McKinsey de juillet 2014**

- Le PIB est de 510 millions \$ (26^{ème} mondial) avec une contribution de 14% seulement des richesses naturelles. La croissance de 5% par an depuis 2010 (revue à la baisse suite au changement de calcul du PIB) provient presque exclusivement des services, du commerce et des infrastructures.

- 40 millions de Nigériens (projection de 160 millions en 2030) sont dans la classe moyenne de consommateurs avec un revenu annuel de 7500 \$ (en Parité pouvoir d'achat) mais 130 millions vivent avec moins de 1,25 \$/jour.

- L'agriculture représente 22% du PIB et beaucoup de progrès restent à faire (engrais, mécanisation, logistique), mais ce secteur reste un facteur de développement important en termes de volume et de valeur. Le secteur manufacturier ne représente que 7 % du PIB.

Sommet Afrique/USA d'août 2014

- En présence de 50 chefs d'Etats et gouvernements, ont été annoncés 17 milliards \$ de projets (entreprises et Banque mondiale) dans les domaines de la construction, de l'énergie, des TIC. Les échanges sont de l'ordre de 85 milliards \$ entre les Etats-Unis et les pays africains. Une centaine de sociétés américaines ont participé à ce forum d'affaires, dont General Electric très impliqué dans le projet "Power Africa". **Aliko Dangote** a signé avec le fond Blackstone un accord pour des investissements de 5 milliards \$ dans les projets énergétiques. La Banque mondiale s'est engagée à hauteur de la même somme pour la production d'électricité.

- La croissance du continent est anticipée au-dessus de 5% pour 2015 et 2016.

Angola

- China Railway Construction a annoncé la mise en service, pour fin 2014, de la ligne du port de Lobito à la ville frontière Est de Luau (1344 km) avec embranchement sur la RDC dans le futur. Le contrat est sur la base d'un EPC (engineering, procurement, construction) et l'investissement de 1,83 milliard \$.

En savoir plus**IPEMED :**www.ipemed.coop/fr**Expert Afrique du Nord :**

Sammy Oussedik
Expert géographique
soussedik@yahoo.fr

MEDEF International :www.medefinternational.fr**Expert Afrique anglophone :**

Jacques Manlay
Expert géographique
jacques.manlay@orange.fr

VIE DES SOCIÉTÉS



ABAX Forum : Trans-Century à l'honneur
 Adding value to global business: Le Dr **Gachao Kiuna**,

Directeur général de la société kenyane TransCentury spécialisée dans les grands projets d'infrastructure, était l'orateur d'honneur du dernier ABAX Forum, organisé à Maurice le 18 août.

L'occasion pour lui de présenter devant 70 décideurs mauriciens sa vision du développement africain. « La croissance africaine, a-t-il insisté, passe non seulement par les investissements directs étrangers, mais surtout par la capacité des entrepreneurs locaux à investir sur le continent, et notamment dans les projets d'infrastructures ». Condition sine qua non pour atteindre un taux de croissance annuel de 10% qui permettra à des pays comme le Kenya de se placer dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire. Il a également mis l'accent sur les besoins en formation professionnelle. « Nos pays ont des ressources humaines inexploitées faute de formation adéquate. C'est la raison pour laquelle TransCentury a choisi d'investir dans ce domaine. Notre programme "Fundi Bora" a ainsi permis de former chaque année depuis 2011 pas moins de 1 000 professionnels locaux dans le secteur de l'énergie ».

Lancé sur une base trimestrielle en 2010, l'ABAX Forum réunit la communauté d'affaires mauricienne autour d'un de ses clients. Les thèmes abordés concernent le développement international des entreprises, principalement en Afrique.



Nouvelle alliance entre Publicis Worldwide et AG Partners Africa

Publicis Worldwide, 3^{ème}

entreprise de communication dans le monde, vient de signer un accord de prise de participation significative dans le groupe AG Partners Africa. Depuis 1991, date de sa fondation au Cameroun, AG Partners Africa a étendu sa couverture géographique dans 13 pays opérés par 15 agences locales, dont celle de Paris, chargée de la direction des opérations et des actions de coordination de campagnes panafricaines.

La communication full-services constitue l'expertise du groupe AG Partners Africa, expertise mise en œuvre jour après jour par des équipes de spécialistes (plus de 160 personnes), pluriethniques (plus de 16 nationalités), sous la responsabilité d'**Isabelle Aimonetti**, qui continuera d'assurer pleinement son rôle de CEO d'AG Partners Africa pour l'Afrique francophone. Récemment L'Oréal, Bongrain, Oryx Energies, et Somdiaa ont choisi AG Partners Africa pour leur communication.

Selon Kevin Tromp, CEO du Publicis Africa Group pour l'Afrique subsaharienne, « le temps de l'Afrique est arrivé. Nous voyons constamment de nouveaux signes positifs de croissance économique et d'importants investissements de la part de nos clients internationaux, dans tous les secteurs. C'est pourquoi nous avons effectué tous ces mouvements simultanés à travers le continent. » Grâce au support du réseau mondial de Publicis Worldwide couplé au savoir-faire local d'AG Partners Africa, les deux entités unies pourront offrir le meilleur pour accompagner et servir leurs clients dans leurs projets à travers l'Afrique.



AGS ANGOLA

Grâce à sa stabilité politique et ses importantes ressources naturelles en hydrocarbures, l'Angola a su attirer

les investissements de compagnies pétrolières et des géants internationaux de la grande distribution entre autres. Nombre de salariés employés par ces entreprises sont expatriés. Pour faire face à l'augmentation du nombre de travailleurs non angolais, le gouvernement a durci le processus d'obtention des permis de travail. Dorénavant les entreprises employant des expatriés sollicitent davantage les services des entreprises de relocation.

Ces changements en termes de politique migratoire expliquent le positionnement d'AGS Frasers Angola qui, en plus des services de déménagement international, choisi de se diversifier et se lance dans la relocation ainsi que la gestion physique et électronique de documents.

Le Groupe AGS anticipe un potentiel important en Angola et a décidé d'intensifier son investissement. Cette volonté s'est dernièrement traduite par la construction de deux nouveaux bâtiments, un consacré à la gestion physique et électronique de documents et l'autre au déménagement. Après plusieurs mois de travaux, AGS Frasers Angola a inauguré ces deux nouveaux entrepôts de 1000m² chacun, ainsi que leurs nouveaux bureaux.

ALLEN & OVERY Opération de préfinancement jumbo au Tchad

Allen & Overy a conseillé les prêteurs pour une opération de préfinancement jumbo (*prepayment financing*) d'un montant de 1,3 milliard US \$ au profit de Glencore Energy UK Ltd dans le cadre de versements anticipés pour des achats de pétrole brut par la société pétrolière nationale de la République du Tchad, la Société des Hydrocarbures du Tchad (SHT).

La facilité de crédits a été affectée à SHT pour les besoins du financement de l'acquisition par SHT des actifs pétroliers et gaziers de Chevron. Les actifs rachetés incluent une participation de 25 % dans sept exploitations situées dans le bassin de Doba (exploitées par ExxonMobil) et une participation de 21 % dans le pipeline pétrolier de 1070 kilomètres qui relie le Tchad à l'océan Atlantique, via le Cameroun.

Le pool de prêteurs était constitué d'Africa Finance Corporation, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, Deutsche Bank, ING, First Bank of Nigeria, Natixis et Société Générale. Cette opération reflète la forte, mais encore récente, tendance du marché à utiliser des préfinancements dit « jumbo » comme moyen de financement dans le secteur du pétrole et du gaz.



Programme de vérification de la conformité (VOC) aux normes des marchandises importées en Côte d'Ivoire

Les Ministères du Commerce et du Budget ont décidé que les marchandises importées devraient être conformes aux normes en vigueur, et seraient accompagnées d'un Certificat de Conformité émis par un organisme d'inspection tiers dûment autorisé. Le contrat, signé le 17 juillet 2014 à Abidjan en présence de **François Hollande**, Président de la République Française et d'**Allassane Ouattara**, Président de la République de Côte d'Ivoire, démarrera d'ici la fin 2014. Ses principaux objectifs sont la protection des consommateurs et de l'environnement (informations prochainement sur <http://verigates.bureauveritas.com>)

Présence renforcée

Attijariwafa bank est le 1^{er} Groupe bancaire et financier du Maghreb et de l'UEMOA et acteur de référence de la CEMAC. Le Groupe apporte une expérience confirmée de banque universelle de référence, leader dans tous les métiers, au service du développement économique et social des pays d'implantation. Ainsi, Attijariwafa bank déploie tout son savoir-faire consolidé sur le marché marocain, dans les domaines notamment de la bancarisation de masse, du soutien aux TPE/PME, du financement du commerce interafricain et des grands projets structurants. En 2013, le Groupe est présent dans 23 pays au total, à travers 3197 agences. Grâce à une stratégie basée sur le leadership, l'engagement, la citoyenneté, l'éthique et la solidarité, il mobilise l'ensemble de ses ressources au service de l'Afrique.

En savoir plus

www.attijariwafabank.com

En savoir plus

ABAX :

www.abaxservices.com

AG Partners :

www.ag-partners.com

AGS Angola :

Raphael Batista

Directeur

Tél. : +244 923 71 46 44

direction-

angola@agsmovers.com

www.agsmovers.com

Allen & Overy :

Tél. : + 33 (0)1 40 06 54 00

www.allenoverly.com

Lancement de la phase pilote import maritime du Guichet Unique au Togo

Attributaire de la concession du guichet unique du commerce extérieur au Togo, avec son partenaire, Soget, le Groupe Bureau Veritas a procédé le 25 juillet au lancement de la phase pilote concernant les imports maritimes, en présence du Premier Ministre et du Ministre du Commerce. Cette phase pilote favorise à moyen terme un déploiement optimal du Guichet Unique à tous les types de transport et toutes les zones logistiques du Togo. Cette plateforme de facilitation du commerce, Seguce Togo, est disponible 24h/24 et 7j/7 dans un environnement simplifié et sécurisé à chaque étape de la chaîne logistique.



Fed Africa en Algérie

Fed Africa, cabinet de recrutement positionné Top et Middle Management,

accompagne les groupes locaux et internationaux dans leur développement sur la zone Afrique et sur le Moyen-Orient. Afin de comprendre au mieux les problématiques de leurs clients et d'être au plus proche de leur marché, les consultants Fed Africa se déplacent régulièrement sur le continent africain.

Le prochain business trip est prévu du 8 au 12 septembre 2014 en Algérie. Rencontrer les acteurs du secteur, dénicher les meilleurs profils en top management, intégrer les secteurs d'activité les plus dynamiques et appréhender de manière réactive les besoins de ses clients, telles seront les missions du Cabinet durant ce déplacement. Sur place et en totale immersion au cœur de l'économie locale, Fed Africa sera durant ces quelques jours au service des entreprises souhaitant se développer sur la zone.



F T H M
CONSEILS
Certifié ISO 9001

Partenaire des investisseurs en Afrique

En 2013, FTHM Conseils a accompagné le principal fabricant d'engrais organiques à Madagascar, Guanomad, afin de lever des fonds. Le dossier préparé par FTHM

Conseils ainsi que son accompagnement ont permis de convaincre AAF SME Fund, fonds d'investissement spécialisé dans les PME de l'agriculture en Afrique, de soutenir Guanomad en devenant actionnaire de cette société ; le financement d'African Agriculture Fund (AAF), à hauteur de 40% du capital pour une durée de 5 ans et d'un montant de 2,8 M US \$ a pour objectif d'accroître les capacités de production de l'entreprise et de soutenir sa croissance. Les efforts de Guanomad lui ont permis d'être sélectionné lors du concours de l'African Leadership Network qui lui a attribué l'Africa Awards for Entrepreneurship en 2013. Lors du Private Equity Awards en juin 2014, Guanomad a obtenu l'Awards pour la meilleure transaction réussie en 2013 dans la catégorie « petite entreprise ».

En juillet 2014, le cabinet FTHM Conseils a finalisé la première privatisation jamais réalisée aux Comores, celle de la Banque de Développement des Comores (BDC). En 2010, FTHM Conseils, associé à PwC France, avaient gagné l'appel d'offres de la BDC pour une mission de valorisation et de recherche de partenaires stratégiques, dans le cadre du désengagement de l'Etat du capital de la banque. L'accompagnement par FTHM Conseils s'est poursuivi de 2012 à 2014. Cette première opération de privatisation d'une banque d'Etat aux Comores s'est

ainsi terminée début juillet 2014, lorsqu'après de multiples rebondissements mais aussi des mesures législatives prises en conséquence, 51% du capital de la BDC sont désormais acquis par un groupe d'opérateurs privés.

Initiateur de ces partenariats, FTHM Conseils contribue ainsi au développement d'entreprises africaines.

mirandaalliance Implantation à Paris

Le cabinet parisien de Maître **Sophie da Cunha** rejoint le réseau Miranda Alliance, créé et animé par le cabinet d'avocats Miranda Correia Amendoeira & Associados.

Désormais, les clients bénéficieront, depuis Paris, d'un accès direct aux cabinets du réseau Miranda implantés dans les pays lusophones (Angola, Brésil, Cap-Vert, Guinée-Bissau, Macao, Mozambique, Portugal, São-Tomé-et-Príncipe, Timor Oriental) et en Afrique Centrale (Cameroun, Congo-Brazzaville, Gabon, Guinée Equatoriale et République Démocratique du Congo). Ce partenariat renforce également le département Afrique francophone de Miranda, composé d'une quinzaine de collaborateurs et très actif en Afrique Centrale.

Le réseau de cabinets d'avocats Miranda Alliance offre une gamme complète de services juridiques et fiscaux, notamment en Afrique où il est présent depuis plus de 25 ans, principalement dans le secteur des énergies et des ressources naturelles.



1^{ère} Hotline santé " My Healthline " au Cameroun

Orange Cameroun a lancé un service de prévention médicale en collaboration avec le Ministère de la Santé camerounais. Les clients d'Orange Cameroun ont ainsi la possibilité de recevoir des conseils personnalisés sur la contraception, le VIH / SIDA, la sexualité et les Infections Sexuellement Transmissibles en interrogeant des spécialistes via un SMS au 929, de 8h à 22h, 7j/7.

Ce service est anonymisé et apporte, sous 1h, une information médicale fiable à moindre coût (200 FCFA par SMS, soit 0,25 €). L'originalité de My Healthline réside dans son accès simple et rapide par SMS, qui permet anonymat et confidentialité. Le service est assuré en français, en anglais et en pidjin (principal dialecte local au Cameroun) et répond aux besoins des Camerounais. Avec deux médecins pour 10 000 habitants (contre 33 en France) et la moitié de la population en zone rurale, l'accès à des structures médicales est actuellement très difficile au Cameroun. Ainsi, sans se substituer au corps médical, My Healthline contribue à améliorer la prévention médicale dans tout le pays.



SOFRECO Formation à l'Arbitrage

dans l'espace OHADA

Il n'est pas rare que des différends d'ordre contractuel sur un projet ou une affaire à l'international conduisent à rechercher une solution arbitrale. C'est pourquoi l'Institut de Formation SOFRECO-PERSPECTIVE, en association avec le Centre d'Arbitrage de la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage de l'OHADA, propose une formation intitulée « l'arbitrage selon le Règlement d'Arbitrage de la CCJA-OHADA ».

Animée par le Secrétaire Général du Centre d'Arbitrage de la CCJA-OHADA et par trois avocats

En savoir plus

Bureau Veritas :

gsit@bureauveritas.com
www.bureauveritas.com/
[gsit](http://gsit.com)

FED Africa :

Tél. + 33 (0)1 40 82 76 09
contact@fedafrika.com
www.fedafrika.com

FTHM Conseils :

Xavier Michel
Managing director
Tél. : +33 (0)6 75 55 29 45
xmichel@fthm.mg
www.fthmconsulting.com

Miranda Alliance :

Sophie da Cunha
Tél. +(33) 1 73 02 67 63
sophie.cunha@mirandaalliance.com
www.mirandalawfirm.com

ORANGE :

www.orange.com

SOFRECO :

Mathilde Niocel
Institut Perspective
Tél. +33 (0)1 41 27 76 87
mathilde.niocel@institutperspective.com
www.institutperspective.com

En savoir plus**SUNU :**

Tél. : +33 (0)01 48 86 62

sunu-assurances@sunu-group.comwww.sunu-group.com**SUNU au capital de
TOTAL Sénégal**

Le Groupe SUNU

spécialisés au Barreau de Paris, cette session se déroule à Paris du 29 septembre au 3 octobre 2014. C'est l'occasion unique de mieux comprendre les singularités et les phases de l'arbitrage CCJA-OHADA pour vider des contentieux sans aucun renvoi à une juridiction nationale et pouvoir ainsi définir une stratégie procédurale adaptée à vos dossiers.

Assurances Holding S.A fort de 19 sociétés d'assurances africaines, avec une présence dans onze pays (Benin, Burkina Faso, Cameroun, Centrafrique, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée-Conakry, Mali, Niger, Togo, Sénégal) vient de faire l'acquisition de 7% du capital social de Total Sénégal.

Pathé Dione, Président Directeur Général de SUNU Assurances, a été nommé Administrateur au sein du Conseil d'Administration de Total Sénégal.

PARTENARIAT / SPONSORING**AFRICA GLOBAL BUSINESS FORUM - 1^{er} et 2 octobre à Atlantis The Palm, Dubai**

En participant à la 2^e édition du *Africa Global Business Forum*, vous aurez l'opportunité de rencontrer des acteurs économiques et politiques de haut niveau : chefs d'État d'Afrique, chefs d'entreprises multinationales, dirigeants des banques privées et des fonds souverains. Le Forum réunira les décideurs de l'Union Africaine ainsi que des autres blocs économiques et permettra une confrontation pertinente des idées sur des sujets brûlants de l'actualité internationale afin d'encourager de nouveaux investissements en Afrique et l'appui de son développement à long terme. Plus que 200 représentants ont déjà confirmé leur participation.

Informations et inscription : www.africaglobalbusinessforum.com

**RENCONTRES ACHETEURS AVEC LA BOURSE DE SOUS-TRAITANCE
IVOIRIENNE – 27 au 29 octobre à Abidjan**

Locomotive de l'Afrique de l'ouest, la Côte d'Ivoire est un marché porteur (40% du PIB de l'UEMOA). Venez rencontrer les donneurs d'ordre de l'énergie, la sidérurgie, l'usinage, les équipements industriels, la pétrochimie, les agro-industries, etc.

Le Bureau Ubifrance facilite votre prospection par des rencontres directes avec des acheteurs, des donneurs d'ordre, des distributeurs/agents et, au-delà de ce programme de 2 à 3 jours à Abidjan, pourra organiser tout programme complémentaire au Sénégal et/ou au Ghana pour les entreprises ou groupes d'entreprises qui le désireraient, afin notamment de mieux rentabiliser leur déplacement.

Informations et inscriptions : Claude Menard, Tél. : +33(0)1 40 73 30 97, claudemenard@ubifrance.fr

**SALON AFRICAN ART FAIR – 26 au 30 novembre à l'Hôtel Salomon de Rotschild à Paris**

African Art Fair, salon d'art contemporain, a été créé afin de mettre en relations les différents acteurs culturels et les décideurs économiques. Cette 2nde édition réunira des artistes, des galeries ainsi que de nombreuses entreprises et permettra à des artistes d'être sponsorisés par des entreprises.

Il a pour but de donner la parole aux artistes, aux organismes qui œuvrent pour le développement de l'art contemporain, de sensibiliser les visiteurs, et de rendre l'art ainsi que la culture africaine accessible à tous, tout en permettant à des artistes émergents d'être visibles du grand public et des professionnels.

Informations : Christian Miltoni, Tél. +33 (0)6 59 14 96 50, christianmiltoni@beautiful-art.fr

GROUPE INITIATIVE AFRIQUE**CONFERENCE INTERNATIONALE « JEUNESSE AFRICAINE » - 23 au 26 octobre à Yamoussoukro**

Le « think tank » Groupe Initiative Afrique, Présidé par Charles Konan Banny, organise à Yamoussoukro du 23 au 26 octobre sa 3^{ème} conférence internationale sur : « Jeunesse africaine, bombe à retardement ou opportunité historique ? ».

Issu des conférences Afrique de l'Institut Aspen France, Groupe Initiative Afrique constitué à Abidjan en 2011 a déjà organisé deux conférences internationales, dont les recommandations sont disponibles sur www.initiative-afrique.org : « Paix, croissance économique et développement solidaire » en 2011 et « Comment améliorer l'efficacité de l'Etat en Afrique ? » en 2012.

Ouvert à toute personne originaire ou non du continent, il vise à rassembler des leaders des différents secteurs de la société africaine animés de l'envie d'initier les transgressions et les ruptures nécessaires pour faire bouger les choses pour accélérer les transformations en Afrique.

Informations : info@initiative-afrique.org

En savoir plus**Global Business Forum :**www.africaglobalbusinessforum.com**Ubifrance :**www.ubifrance.fr**Groupe Initiative
Afrique :**www.initiative-afrique.org

NOMINATIONS

LEGION D'HONNEUR

Au grade de chevalier : Caroline Malausséna (Déléguée aux affaires francophones), Sophie Moal-Makamé (Ambassadrice en Ouganda), Simon Moulié (Directeur adjoint Afrique sub-saharienne à l'AFD).

PRÉSIDENCE

François Revardeaux : Conseiller Affaires stratégiques au Cabinet du Président.

MAE

Christian Masset : Secrétaire général du MAE.
Jean-Christophe Donnellier : Délégué interministériel à la coopération technique internationale.
Jean-Pierre Lacroix : Directeur des Nations unies, des organisations internationales, des droits de l'homme et de la francophonie à la direction générale des affaires politiques et de sécurité.
Ludovic Pouille : Directeur adjoint à la direction d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient.

Pascale Trimbach : Sous-directrice des questions multilatérales et sectorielles à la DCSD.

Mariam Diallo : Sous-directrice de la santé, de la sécurité alimentaire et du développement humain à la DGM.

Jean-Paul Thuillier : Ministre conseiller pour les affaires économiques, délégué permanent auprès de l'OMC.

Malika Berak : Ambassadrice en Tanzanie.

Bernard Emié : Ambassadeur en Algérie.

Marc Fonbaustier : Ambassadeur au Togo.

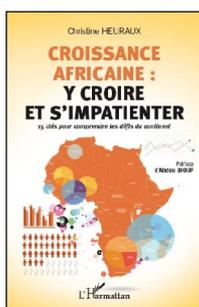
Robby Judes : Ambassadeurs au Comores.

Xavier Sticker : Ambassadeur délégué à l'environnement.

MINEFI

Hélène Guillemet : Sous-directrice du commerce international à la direction générale des douanes et des droits indirects.

PUBLICATIONS



Croissance africaine : y croire et s'impatienter, Christine Heuroux, Ed. L'Harmattan, juillet 2014.

La singularité de cette somme, très bien documentée, est son approche par thèmes : l'eau, l'énergie, l'agriculture, les forêts, l'industrialisation. Cet ouvrage nuancé vous garde de succomber, après l'afropessimisme, à l'afrogâtisme qui, pour reprendre les termes du

Président Abdou Diouf qui rédige la préface, a considéré comme résolues des questions fondamentales, et sans importances, les conditions d'un développement durable et partagé du moment que les financements sont là.

Le défi récurrent, qui à travers ces pays domine tous les autres, y compris celui des ressources pourtant abondantes, est l'obstacle politique. Christine Heuroux cite Mo Ibrahim : « c'est un continent très riche avec des habitants très pauvres, la raison c'est la gouvernance, il n'y en a pas d'autres ». Écoutons les voix africaines !

* Christine Heuroux est membre du Comité Directeur du CIAN et le représente au Conseil d'Administration de l'AFD. A EDF, elle dirige l'appui à la formation internationale.

Commander l'ouvrage : www.editions-harmattan.fr

Comment le secteur privé peut améliorer l'accès au logement ?, N° 19 de *Secteur Privé & Développement*, la revue de PROPARCO, juin 2014.

L'Afrique : nouveau terrain de jeu des émergents, Sébastien Santander, Ed. Karthala, juin 2014.

L'intégration de l'Afrique dans l'économie mondiale, Collectif, Ed. Karthala, juin 2014.

Les investissements directs chinois en Afrique : la China national petroleum corporation international Chad (CNPCIC), Yorbara Seign-goura, Ed. L'Harmattan, juillet 2014.



Fragilités et résilience, les nouvelles frontières de la mondialisation, Sous la dir. Jean-Marc Châtaigner, Ed. Karthala, mai 2014.

JB Véron explique « conçu dans les entrailles de la métallurgie, mis au monde entre les mains des psychiatres et des psychanalystes, le concept de résilience est devenu une belle enfant que courtisent assidûment les acteurs de l'aide ».

Et c'est parti pour plus de quatre cents pages de contributions d'une quarantaine d'autres, c'est dire toute la richesse et la diversité des opinions !

Laurent Fabius, cité dans l'excellente préface de Jean-Marc Châtaigner, rappelle « la lutte contre la fragilité des Etats, cause et conséquence de graves dérives, dont le terrorisme, nécessite en particulier de renforcer leur gouvernance ».

Ces textes s'adressent d'abord aux responsables politiques et aux auxiliaires du développement tels que Banque Mondiale et autres institutions d'aide. L'entrepreneur lui, par nature gestionnaire de risques, ne sera pas surpris par les réflexions qui fondent la variété des opinions sinon incidemment par un vocabulaire non dénué parfois d'ésotérisme. La résilience, nouvelle référence de l'aide ? mode passagère ? en tout cas « concept en perpétuelle évolution ».

Ce recueil est une leçon d'humilité qui plaide pour une coordination plus étroite entre le moteur et les auxiliaires du développement.

Commander l'ouvrage : www.khartala.com

Reconstruire l'Afrique, Walter Amedzro St Hilaire, Ed. L'Harmattan, juillet 2014.

Ces entreprises qui réussissent en Afrique, Jonathan Berman, Ed. Diatino, septembre 2014.

L'Afrique est-elle bien partie ?, Sylvie Brunel, Ed. Sciences humaines, octobre 2014.





CIAN

Conseil français des investisseurs en Afrique

Septembre / Octobre 2014

GUIDE PRATIQUE CIAN

« La responsabilité sociale et environnementale des entreprises françaises en Afrique : enjeux, pratiques et recommandations »



(10,00 € + port)

GUIDE PRATIQUE CIAN

« Résister aux sollicitations indues dans le domaine fiscal et douanier »



(9,00 € + port) :

Commander les Guides Pratiques CIAN:

communication@cian.asso.fr

Tél. +33 (0)1 45 62 55 76

AGENDA

CCIP

PARIS – Atelier inculturel Afrique

Module 1 : Les réalités socioculturelles africaines et leur impact dans la conduite des affaires :

14 octobre et 19 novembre

Module 2 : La gestion des situations de travail en contexte africain : 15 octobre et 20 novembre

Contact : vngo@cci-paris-idf.fr

AFRIQUE DU SUD/ANGOLA – Mission d'entreprises : 22 au 28 novembre

Contact : egillot@cci-paris-idf.fr

ICC France

PARIS – Accord mondial sur la facilitation du commerce, quelles opportunités pour les exportateurs français ? : 23 octobre

Infos : www.icc-france.fr

IFRI

PARIS – Présentation du Ramses 2015 « Le défi des émergents » : 23 septembre

Contact : romanenko@ifri.org

IRIS

PARIS – Le système financier international et les nouveaux modèles de développement économique : 15 octobre

Contact : colloques@iris-france.org

CONVERGENCES

PARIS – 7^e Forum Mondial « Objectif 2030 : co-construire le monde de demain » : 8 au 10 septembre

Infos : www.convergences.org

MEDEF INTERNATIONAL

ANGOLA - Mission d'entreprises : 4 au 6 novembre

Contact : gbatle@medef.fr

SCIENCES PO

PARIS – La communication de crise, le cauchemar de toute marque : 24 septembre

PARIS – Quel marketing pour l'économie sociale et solidaire ? : 2 octobre

Contact : evenements@sciencespo-alumni.fr

UBIFRANCE

AFRIQUE DU SUD – Salon Africa aerospace & defence : 16 au 21 septembre

AGERIE – Salon MED-IT : 22 au 24 septembre

MAROC – Rencontres avec les leaders la distribution : 30 septembre au 2 octobre

ANGOLA – Rencontres acheteurs secteur pétrolier : 7 au 9 octobre

PARIS – Financements et marchés publics au Maghreb : 9 octobre

PARIS – Financements européens dans le cadre du 11^e FED : 13 au 17 octobre

MALI – Rencontres avec les bailleurs, agences d'exécution et partenaires privés : 14 au 16 octobre

ALGERIE – Rencontres industrie alimentaire : 20 au 21 octobre

COTE D'IVOIRE – Rencontres acheteurs avec bourse de la sous-traitance : 27 au 29 octobre

TUNISIE – 13^e Journées partenariales tuniso-françaises : 2 au 4 novembre

CONGO – Mission BTP : 24 novembre

KENYA – Vendre à la grande distribution : 24 au 28 novembre

Infos : www.ubifrance.fr

Retrouvez l'agenda et les informations de la France à l'international sur :

www.france-international.fr

La Lettre du CIAN

Président :

Alexandre Vilgrain

Directrice de la publication :

Alix Camus

Ont collaboré à ce numéro :

Anthony Bouthelier, Alain Flandrois, Etienne Giros, Sammy Oussedik, Jacques Manlay.

Pour vous abonner :

communication@cian.asso.fr

Le CIAN, association loi 1901, est une organisation patronale privée française rassemblant les entreprises investies en Afrique. A travers leurs 1000 établissements et 80 000 collaborateurs sur place, ses membres réalisent un chiffre d'affaires de 40 milliards €, soit 75% de l'activité française sur le continent.

Le CIAN est fondé à promouvoir et défendre leurs intérêts en Afrique en favorisant le partage d'expérience au sein de Commissions, en apportant conseil et appui via un réseau influent ainsi qu'en intervenant, pour eux, auprès des décideurs publics et privés, français et étrangers. Il propose ainsi des solutions pragmatiques aux difficultés liées à leurs activités.

Le CIAN les incite, dans le cadre de leurs responsabilités sociales, à œuvrer pour un développement durable de l'Afrique (adhésion à la Charte du CIAN sur le développement durable et à sa Déclaration sur la prévention de la corruption).

Conseil Français des Investisseurs en Afrique

45, Rue de la Chaussée d'Antin
75009 Paris

Tél. : +33 (0)1 45 62 55 76

Fax : +33 (0)1 42 56 79 33

Email : contact@cian.asso.fr

Site : www.cian-afrique.org



Retrouvez-nous
sur le Web :

www.cian-afrique.org